



## ARRÊTÉ MUNICIPAL AUTORISANT L'OUVERTURE D'UN DEBIT DE BOISSONS TEMPORAIRE À L'OCCASION DE LA BOURSE AUX VÊTEMENTS

Le Maire,

- Vu** Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2542-1 à L.2542-4 et L.2131-1.
- Vu** Le Code de la Santé Publique notamment ses articles, L.3321-1, L.3331-1 à L.3331-7, L3334-1, L.3334-2 et L.3351-5 ;
- Vu** L'article 33 du Code professionnel Local ;
- Vu** L'arrêté préfectoral n°2011-150-4 du 30 mai 2011 portant règlement de police départementale des débits de boissons.

**Considérant** la demande présentée en date du 29 février 2024 par l'association des Scouts et Guide de France section Ottmarsheim

### ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup> :** L'association susvisée est autorisée à installer un débit de boissons temporaire à l'occasion de la bourse aux vêtements qui se déroulera le 14 avril 2024 dans la Salle des Fêtes située 14 rue du Rhin – 68490 Ottmarsheim.

**Article 2 :** Le demandeur est autorisé à vendre à cette occasion des boissons 1<sup>er</sup> au 3<sup>ème</sup> groupe de l'article L.3321-1 du Code de la Santé publique :

**Dimanche 14 avril 2024 de 09H00 à 16h00**

**Article 3 :** Il appartient au demandeur de prendre toutes les mesures de sécurité et de tranquillité publique qui s'imposent.

**Article 4 :** La présente autorisation est subordonnée au respect du cadre légal et n'est délivrée qu'à titre révocable.

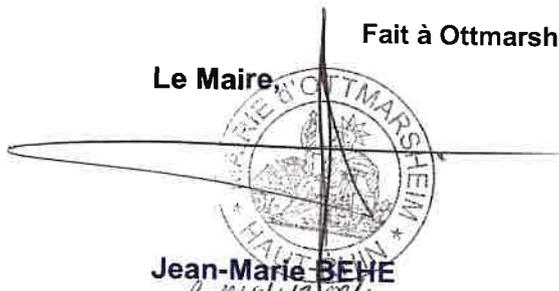
**Article 5 :** Monsieur le Maire, le Commandant de la brigade de gendarmerie, la Police Municipale d'Ottmarsheim et le Directeur général des services sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur.

**Article 6 :** Ampliation du présent arrêté sera adressé à :

- Monsieur le commandant de la brigade de Gendarmerie ;
- Police Municipale d'Ottmarsheim ;
- Monsieur le commandant du Centre d'Incendie et de Secours d'Ottmarsheim ;
- Demandeur.

Fait à Ottmarsheim, le **09 AVR. 2024**

Le Maire,



**Jean-Marie BEHE**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.